

Eckert.Dossiers No. 1

Reiner Marcowitz

Partie 1:
**Le „long“ XIXe siècle de l'histoire des conflits et
coopérations en Europe**
L'ère des nations (1814-1914)

Marcowitz, Reiner. „Partie 1: Le „long“ XIXe siècle de l'histoire des conflits et coopérations en Europe: L'ère des nations (1814-1914).“ In *L'Europe et le monde*, hg. v. Corine Defrance, Reiner Marcowitz und Ulrich Pfeil. Eckert.Dossiers 1 (2009).

<http://www.edumeres.net/urn/urn:nbn:de:0220-2009-0001-245>.

edumeres.net



Ce document a été publié sous la licence creative-commons:
Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 3.0 Unported;
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/deed.fr>

Reiner Marcowitz

Partie 1: Le „long“ XIXe siècle de l'histoire des conflits et coopérations en Europe

L'ère des nations (1814-1914)

Près de deux cent ans plus tard, le congrès de Vienne et le nouvel ordre européen d'après-guerre qui s'y est dessiné n'ont rien perdu de leur importance. Les années 1814-1815 marquent une césure décisive de l'histoire européenne: après presque deux décennies et demie de guerres révolutionnaires, la réorganisation du continent s'avérait nécessaire, à l'intérieur comme à l'extérieur. Il ne s'agit cependant pas toujours d'une véritable «restauration»[1] de l'ancienne monarchie. Si Louis XVIII règne en France, les acquis de la Révolution française ont été également maintenus ou codifiés, comme dans la Charte constitutionnelle. Ailleurs, comme en Allemagne, on a même innové: la Confédération germanique, essentiellement animée par un esprit de répression, n'a certes pas répondu aux attentes du mouvement national allemand qui se sont exprimées pour la première fois lors des Befreiungskriege [la «campagne d'Allemagne»]; elle ne signifie cependant nullement la restauration du Saint-Empire romain germanique. Le nouveau concert européen des cinq grandes puissances Grande-Bretagne, France, Autriche, Prusse et Russie, avec ses mécanismes de régulation des conflits et de prévention de la guerre, devient un modèle qui réussit à concilier les intérêts divergents des différents acteurs internationaux[2] et reste encore actuel aujourd'hui.

La coupe temporelle choisie comme point de départ du deuxième volume du manuel d'Histoire franco-allemand apparaît donc bien fondée. Le rapport complexe entre révolution et restauration est rapidement abordé et peut facilement être approfondi grâce aux supports supplémentaires proposés (notes explicatives, graphiques, cartes en page 12 et suiv.). Ceci vaut également pour l'évolution de l'Allemagne et de la France dans la première moitié du XIXe siècle, marquée en particulier par une série d'événements (communs): la révolution de Juillet 1830 (cf. page 14 et suiv.) et la révolution de Février 1848 (cf. page 24 et suiv.) sont évoquées et replacées dans le cadre de leurs causes et de leurs répercussions sociétales; le manuel met également en lumière les troubles que ces révolutions ont entraîné dans le reste de l'Europe, en particulier dans la Confédération germanique des années 1830 (cf. page 16 et suiv.), et surtout en 1848 (cf. page 22 et suiv., page 16 et suiv.). Le concept contemporain de «printemps des peuples» et son potentiel ambivalent sont thématiques de façon convaincante: une certaine solidarité semble se former en 1848 entre les peuples qui se soulèvent contre leurs princes, mais leur revendication d'une autodétermination nationale, y compris du droit au statut d'État national, renferme déjà le germe de la discorde: l'Europe centrale est en particulier marquée par la concurrence entre différentes nations, et l'aspiration à une grande Allemagne qui s'est fait jour à l'Eglise Saint-Paul de Francfort a éveillé la méfiance des autres grandes puissances, contribuant finalement à la victoire de la contre-révolution.

Il convient de souligner que le premier chapitre du manuel ne constitue pas une histoire des relations franco-allemandes, mais une présentation franco-allemande de l'histoire européenne, ce qui n'est pratiquement plus le cas des trois chapitres suivants de la première partie, comme l'indiquent les titres: «De l'affirmation du sentiment national à la guerre: la France et l'Allemagne de 1850 à 1871» (p. 30-43), «L'évolution politique de la France et de l'Allemagne (1870-1914)» (p. 44-61), et «L'Allemagne et la France: réponses aux défis du XIXe siècle» (p. 62-77). Il est permis d'affirmer qu'une perspective bilatérale constitue déjà un gain par rapport à la perspective strictement nationale qui prédomine dans d'autres manuels scolaires, dans la mesure où elle est présentée de façon experte et approfondie, ce qui est sans aucun doute ici le cas. Il est bien sûr légitime qu'un manuel d'histoire franco-allemand mette l'accent sur les relations entre les deux pays, là où ces derniers traversent des phases décisives et marquent de leur empreinte, du moins indirectement, l'évolution de l'Europe toute entière, comme dans le contexte des événements précédant et suivant la guerre franco-allemande de 1870-1871:

La proclamation de l'Empire allemand dans la Galerie des Glaces du château de Versailles, le 18 janvier 1871, a éclipsé tout ce qui, en dépit de toutes les oppositions, avait enrichi les rapports entre les deux pays. L'acte militaire accompli sur le sol de l'adversaire français vaincu a placé la fondation du Reich dans la continuité de la lutte franco-allemande pour la domination de l'autre et l'autodétermination nationale marquant les relations entre les deux pays depuis le début du siècle: durant les Befreiungskriege, la conscience nationale allemande s'était formée dans l'opposition à la France; l'État unitaire petit-allemand répondant enfin aux aspirations nationales, quelques décennies plus tard, est né d'une nouvelle guerre contre la France et «a fait de l'hostilité de la France envers l'Allemagne une composante essentielle des fondements du Reich».[3] L'idée des «ennemis héréditaires» transmise de génération en génération est bien sûr avant tout une construction idéologique (p. 77) développée au cours des décennies précédentes dans les États de la Confédération germanique par les groupes sociaux désireux de renforcer l'identité allemande au moyen d'une image de l'ennemi et de populariser plus encore leur revendication d'un État national allemand à travers une telle «intégration négative».[4] Du côté français, cette idée s'est concrétisée par le désir de revanche et l'abandon définitif de la bienveillante image de l'Allemagne esquissée par Madame de Staël au profit de l'idée des «deux Allemagnes»[5]: au stéréotype encore présent du «pays des poètes et des penseurs» vient se superposer l'image d'une Allemagne barbare et despotique personnifiée par le «boche». En dépit de la continuation, après 1870-1871, de transferts et d'interpénétrations entre les deux pays dans les domaines culturel, scientifique et économique, et même d'un rapprochement politique passager, de telles images de l'ennemi réciproques sont volontiers réactivées, d'autant plus que les sociétés et les systèmes politiques ont évolué de façon très divergente, comme le montre très bien le chapitre 3 du manuel consacré à «L'évolution politique de la France et de l'Allemagne (1870-1914)» (p. 44-61): en France, la Troisième République est enfin parvenue à s'imposer à la fin des années 1870 face aux alternatives monarchiques et s'est stabilisée dans les décennies précédant la Première Guerre mondiale; la politique en matière d'éducation, le Kulturkampf [«combat pour la civilisation»], la victorieuse

résistance contre le mouvement antiparlementaire et nationaliste du général Boulanger, ainsi que l'affaire Dreyfus, ont consolidé la «synthèse républicaine» et marginalisé l'importance des opposants radicaux au système, en particulier dans le camp des réactionnaires monarchistes[6]. A la même période, l'Allemagne a établi un régime de monarchie constitutionnelle, avec un parlement élu au suffrage universel (mais seuls les hommes ont le droit de vote); une société industrielle moderne se développe progressivement, mais le pays reste malgré tout un «État autoritaire pré-démocratique» (Thomas Nipperdey) de type militariste[7]. Cette ambivalence se reflète en particulier dans le statut de l'Alsace-Lorraine au sein de l'Empire allemand, comme le montre la double page d'un instructif dossier (p. 58/59): ce Reichsland a certes profité de l'essor général de l'économie allemande, mais reste en même temps un territoire politiquement défavorisé et militairement occupé, symbolisant ainsi la longue histoire des relations conflictuelles entre la France et l'Allemagne.

Les différences de points de vue entre les deux pays sur les problèmes de société et de politique prédominent finalement, aussi bien en ce qui concerne «les institutions et la participation politiques» (p. 64 et suiv.) que la «question sociale» et le socialisme (p. 66 et suiv.), les rapports entre «l'État et la religion» (p. 68 et suiv.), ainsi que «la nation et le nationalisme» (p. 70 et suiv.). Il n'est donc pas étonnant que les perceptions réciproques des deux peuples aient été marquées, au plus tard à partir de 1870/1871, tout au mieux par un certain désarroi, si ce n'est par une muette désapprobation, voire une hostilité manifeste: un dossier sur les «Allemands et Français: perceptions réciproques» (p. 72 et suiv.) propose un ensemble de caricatures et de citations permettant aux enseignants et aux élèves d'analyser les regards croisés des Allemands et des Français et de discerner les stéréotypes et les images correspondant à la réalité.

La grande force de la première partie du manuel d'Histoire franco-allemand réside certainement dans la présentation de perspectives plurielles, quoique essentiellement franco-allemandes. Le lecteur tire profit d'une abondance d'illustrations et de cartes attrayantes, mais aussi de citations tirées de sources historiques et de présentations accompagnées de supports méthodologiques différenciés facilitant leur étude. La perspective est encore élargie à l'Europe toute entière à la fin du manuel, dans le chapitre 19 de la septième partie: «L'Europe et ses nations: conflits et défis (1815-1945)» (p. 356-369), qui couvre toute la période traitée dans le manuel. Pour la première fois et à juste titre, le manuel souligne ici l'ambivalence de cette période comprise entre le congrès de Vienne et la Seconde Guerre mondiale: il s'agit d'une histoire marquée par des conflits permanents, encore aggravée par des tendances militaristes et nationalistes, qui atteint son point culminant au XXe siècle avec deux guerres mondiales; sans que ces conflits puissent malheureusement en être pour autant évités, on assiste parallèlement à travers l'Europe au développement de relations socio-économiques et culturelles toujours plus étroites qui marquent avant tout les dernières décennies du XIXe siècle et peuvent être vues comme une intégration européenne avant la lettre[8].

Malgré tous les éloges, le manuel d'Histoire franco-allemand donne aussi lieu à quelques remarques critiques, concernant en partie des déficits de conception. Tout d'abord, la force de ce volume constitue aussi sa faiblesse: si séduisants

que soient souvent les graphiques et illustrations, les encadrés et les frises chronologiques, leur surabondance submerge quelquefois le lecteur et laisse trop peu de place aux textes. A la limite, cela pourrait inciter l'enseignant à se servir du manuel comme d'un fonds de matériels complémentaires, en sus d'autres ouvrages plus riches en textes, ce qui serait regrettable. En second lieu, la structure du manuel n'est pas toujours convaincante, car elle dissocie des contextes historiques sans y renvoyer explicitement: il a déjà été souligné au sujet des chapitres évoqués ici que la première partie du manuel et le dernier chapitre de la septième partie sont étroitement reliés. Si le chapitre «L'Europe et ses nations: conflits et défis (1815-1945)» (p. 356-369) est manifestement conçu pour être un bilan, il ne faut pas craindre dans ce cas la redondance. Il n'est pas judicieux d'apporter en fin de manuel de tous nouveaux éléments qui auraient dû faire partie de chapitres précédents; du moins serait-il bon d'y faire référence, pour ne pas laisser ces précieuses informations supplémentaires aux hasards de la découverte. La «dépêche d'Ems» fournit un autre exemple particulièrement révélateur de ce déficit structurel: à la page 38, cette dépêche est brièvement mentionnée dans le contexte de la guerre franco-allemande et expliquée très succinctement, sans aucune référence (pas même dans le lexique!) au fait qu'elle est non seulement imprimée à la page 76, mais aussi mise en parallèle avec la version originale que Bismarck a abrégée par la suite.

Troisièmement, il ne s'agit pas de relever ici des fautes ou inexactitudes dans un esprit trop tatillon, d'autant plus qu'un manuel scolaire présente toujours une certaine réduction didactique. C'est pourquoi on peut passer sur l'énoncé laconique de la page 38 selon lequel le «gouvernement républicain de Défense nationale» a poursuivi les hostilités à la fin de l'été 1870, après la chute du Second Empire. S'il n'est pas faux, cet énoncé occulte toutefois le fait que le nouveau gouvernement français a tout d'abord voulu mettre fin à une guerre que ses membres avaient critiquée dès le départ, et accepté la fondation de l'Empire allemand, mais non l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, soudainement revendiquée par Bismarck. Il est par contre vraiment regrettable que la question des responsabilités de la guerre ne soit pas abordée dans le cadre de l'étude de la guerre franco-allemande. D'une part, cette question fait encore aujourd'hui l'objet de vifs débats au sein de la communauté scientifique[9]. Par ailleurs, sa prise en compte permettrait d'illustrer parfaitement cette «plus value» que les concepteurs et auteurs du manuel scolaire invoquent: «un regard croisé, qui insiste sur l'imbrication des histoires, sur les partages ou les disputes de mémoire, sur les saisies multiples et variées d'une même réalité» (p. 3).

Il est également regrettable que la «crise du Rhin» de 1839-1840 ne soit qu'effleurée (p. 18). Son importance ne devrait pas être sous-estimée quant aux perceptions de l'autre et de soi françaises et allemandes au XIXe siècle – l'un des aspects essentiels, si ce n'est le thème central du présent volume[10]. En Allemagne, les anciennes peurs face à la menace d'une France belliqueuse ont été ravivées, trouvant leur écho dans un impressionnant discours guerrier. Comme lors des Befreiungskriege, l'image de soi allemande s'est réaffirmée face à une image de l'ennemi redevenue naturelle même pour la jeune génération. Même les démocrates et les libéraux, pour lesquels la France représentait un modèle en matière de progrès politique depuis la révolution de Juillet, partageaient à présent ce soupçon anti-français. Cette image positive

de la France renfermait en effet en elle des éléments négatifs latents: ces partisans du progrès au sein de la Confédération germanique étaient aussi les représentants de l'idée d'unité allemande – un lien qui n'est guère évoqué dans le manuel d'Histoire franco-allemand; ils voyaient donc dans la France un agresseur potentiel aspirant à l'annexion de la rive gauche du Rhin, et certains d'entre eux s'y opposaient en revendiquant le retour de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, comme lors de la Fête de Hambach en 1832. Il apparaît ici de nouveau à quel point l'hégémonie napoléonienne a marqué l'attitude des Allemands face à leur voisin de l'ouest, et l'on comprend mieux pourquoi une guerre contre la France a permis à Bismarck en 1870 de se faire des alliés dans les rangs de ses adversaires politiques à l'intérieur du pays, même dans les États du sud de l'Allemagne.

[traduit de l'allemand par Isabelle Quillévéré]

[1] Volker Sellin, *Die geraubte Revolution. Der Sturz Napoleons und die Restauration in Europa*, Göttingen 2001.

[2] Peter Krüger, Paul W. Schroeder (dir.), «The Transformation of European Politics, 1763-1848 : Episode or Model in Modern History?», Münster 2002; Matthias Schulz, *Normen und Praxis. Das Europäische Konzert der Großmächte als Sicherheitsrat 1815-1860*, München 2008.

[3] Anselm Doering-Manteuffel, *Die Deutsche Frage und das Europäische Staatensystem 1815-1871*, Munich 1993, p. 51. Sur les relations franco-allemandes au XIXe siècle, voir Jacques Bariéty, Raymond Poidevin, *Les Relations franco-allemandes 1815-1975*, Paris 1997 (version allemande : *Frankreich und Deutschland. Die Geschichte ihrer Beziehungen 1815-1975*, Munich 1982); Harmut Kaelble, *Nachbarn am Rhein. Entfremdung und Annäherung der französischen und deutschen Gesellschaft seit 1880*, München 1991; Reiner Pommerin, Reiner Marcowitz (dir.), *Quellen zu den deutsch-französischen Beziehungen 1814-1919*, Darmstadt 1991; Michel Espagne, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris 1999.

[4] Michael Jeismann, *Das Vaterland der Feinde. Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich, 1792-1918*, Stuttgart 1991.

[5] Wolfgang Leiner, *1870-1871 – Wandel des Deutschlandbilds im Spiegel der französischen Literatur*, in: Franz Knipping, Werner Weisenfeld (dir.), *Eine ungewöhnliche Geschichte. Deutschland – Frankreich seit 1870*, Bonn 1988, p. 28-46, ici p. 34.

[6] François Caron, *La France des patriotes de 1851 à 1918*, Paris 1985 (version allemande: *Frankreich im Zeitalter des Imperialismus 1851-1918*, Stuttgart 1991).

[7] Thomas Nipperdey, *Deutsche Geschichte 1866-1918. Bd. 1: Arbeitswelt und Bürgergeist*, München 1990; *Bd. 2 : Machtstaat vor der Demokratie*, München 1991; François Roth, *L'Allemagne de 1815 à 1918*, Paris 2006.

[8] Elisabeth du Réau, *L'idée de l'Europe au XXe siècle*, Bruxelles 1996; Peter Krüger, *Das unberechenbare Europa. Epochen des Integrationsprozesses vom späten 18. Jahrhundert bis zur Europäischen Union*, Stuttgart 2006.

[9] David Wetzell, *Duell der Giganten. Bismarck, Napoleon III. und die Ursachen des Deutsch-Französischen Krieges 1870-1871*, Paderborn 2005; Josef Becker (dir.), *Bismarcks spanische „Diversion“ 1870 und der preußisch-deutsche Reichsgründungskrieg. Quellen zur Vor- und Nachgeschichte der Hohenzollern-Kandidatur für den Thron in Madrid 1866-1932*, 3 vol., Paderborn 2003-2007.

[10] Reiner Marcowitz, *Großmacht auf Bewährung. Die Interdependenz französischer Innen- und Außenpolitik und ihre Auswirkungen auf Frankreichs Stellung im Europäischen Konzert 1814/15-1851/52*, Stuttgart 2001, p. 152-184.